

Le programme de la

**Présidence hongroise  
du Conseil de l'Union  
européenne**

1 janvier – 30 juin 2011

*Une Europe forte*

# Contenu

## Une Europe forte avec une dimension humaine

### CADRE STRATÉGIQUE

1. Croissance, emploi et inclusion sociale .....	6
2. Une Europe plus forte – construire sur les fondations et protéger l'avenir .....	9
3. Une Union proche de ses citoyens .....	11
4. Un élargissement responsable et un engagement global .....	13
4a. Élargissement .....	13
4b. Relations extérieures .....	14

### PROGRAMME OPÉRATIONNEL

1. Affaires générales .....	18
2. Affaires économiques et financières .....	22
3. Justice et affaires intérieures .....	24
4. Agriculture et pêche .....	29
5. Transports, télécommunications et énergie .....	32
6. Compétitivité .....	37
7. Emploi, Politique sociale, Santé et affaires relatives à la protection des consommateurs .....	41
8. Environnement .....	45
9. Éducation, Jeunesse, Culture, Politique audiovisuelle et Sport .....	49
10. Relations extérieures .....	53



**Une Europe forte avec  
une dimension humaine**  
**Cadre stratégique**



Les événements au sein d'une Union européenne en perpétuel mouvement se sont récemment accélérés, apportant des changements fondamentaux aux défis à venir et rendant plus urgente la nécessité de trouver des moyens communs pour les aborder. Le premier semestre de 2011 sera rempli de tâches complexes et stratégiques dont il faudra s'occuper. La Hongrie, en tant que dernier membre du trio Espagne-Belgique-Hongrie, doit continuer à trouver un chemin pour sortir de la crise économique et poser les fondations d'un développement futur. L'Union a surmonté de nombreuses crises et en est toujours sortie avec une résistance accrue.

Une Europe Forte – telle est notre devise. Car en effet nous pensons que la crise et les décisions prises par les États membres pour la surmonter montrent que la réaction aux défis marquants actuels doit être *plus* et non pas *moins* d'Europe. Ceci est notre objectif pour la présidence: aider la création d'une Europe plus forte et attrayante d'un point de vue économique, social, politique et institutionnel.

Le programme de la présidence hongroise sera largement déterminé par le traitement des conséquences de la crise économique et le lancement de nouvelles formes de coopération ; l'objectif est d'assurer que nous serons mieux équipés pour empêcher les crises à l'avenir. Les tâches principales de l'Europe comprennent mise en place d'un Mécanisme de stabilité européen, l'amélioration de la coordination économique et le renforcement du contrôle de la discipline fiscale.

Outre le besoin urgent de renforcer les moyens de lutte contre des effets de la crise économique, nous devons nous concentrer sur les changements à long terme que nous devons effectuer afin que l'économie européenne soit efficace et compétitive au niveau global. Nous devons rendre la croissance économique durable et la reprise après la crise irréversible, mettant en oeuvre de manière efficace la stratégie Europe 2020 et nous concentrant sur la création d'emplois.

Nous avons besoin de renouveler et de renforcer l'Europe sur la base de la stratégie Europe 2020 pour assurer la compétitivité dans un monde globalisé et relever les nouveaux défis auxquels l'Union européenne fait face. Seule la croissance économique peut créer des emplois en Europe. Nous ne souhaitons pas sortir de la crise sans créer des emplois. C'est également ce que les citoyens européens attendent de nous. La clé de la reprise se trouve dans des politiques européennes élaborées de manière systématique qui servent les objectifs communs des États membres et renforcent la cohésion. En même temps nous mettrons l'accent sur notre capacité d'innovation qui nous rend plus compétitifs par rapport à nos partenaires économiques. Au cours des prochaines années, nous avons besoin de renforcer la solidarité et la cohésion entre États membres et approfondir l'unité européenne par le renforcement de nos politiques européennes communes.

Le programme de la présidence s'articule autour de quatre domaines prioritaires : promouvoir la croissance économique en renforçant la gouvernance économique et en se concentrant sur la création d'emplois et l'inclusion sociale ; renforcer nos politiques communes en trouvant des moyens pour les rendre plus efficaces et compétitives, tout en préservant les valeurs fondamentales sous-jacentes de ces politiques et leur capacité à créer de la cohésion en Europe ; rapprocher l'Europe de ses citoyens ; faire avancer le processus d'élargissement d'une manière crédible et responsable.

Le programme de la présidence est basé sur le facteur humain ; l'objectif global de la présidence hongroise est de mettre l'Europe au service de ses citoyens, en remettant l'accent des politiques sur le côté humain de l'intégration européenne. L'adoption du traité de Lisbonne et son nouveau cadre juridique devraient aider l'Europe à se rapprocher de ses citoyens. Des progrès considérables doivent être effectués dans ce domaine pour montrer que l'UE peut réellement améliorer la qualité de vie de ses citoyens. Cette approche doit être prise en compte dans toutes les politiques européennes, y compris la gouvernance économique (afin de ne pas se développer au détriment des générations futures), l'éducation et la formation, l'employabilité et la création d'emplois, les améliorations apportées à la sécurité sociale, la création d'opportunités plus stables et plus transparentes par la réglementation des marchés internes, la production d'aliments sains, la protection de l'environnement, la distribution d'une eau potable saine, la sauvegarde de la diversité culturelle et la

sécurité de nos citoyens dans le sens le plus large possible – tout en tenant compte des questions économiques, environnementales, médicales, touchant à la vie privée des citoyens et autres.

Les citoyens européens désirent une Union européenne efficace, capable de rapidement relever de nouveaux défis. Ceci nécessite une coopération forte et souple entre les institutions de l'Union. Une Europe forte suppose des institutions fortes et des États membres forts travaillant ensemble pour la cause commune. La présidence hongroise est dédiée à cet objectif.

## 1. Croissance, emploi et inclusion sociale

*La crise économique crée des défis, mais aussi des opportunités : des opportunités pour une coopération plus étroite et une action européenne plus concertée. La crise économique et financière a montré les limites du marché libre et le besoin de créer un nouveau cadre réglementaire pour le développement économique. L'Europe doit veiller à ce que les budgets publics soient viables, qu'une stricte discipline fiscale soit adoptée et que la croissance économique soit stimulée. En ce qui concerne cette dernière, il est essentiel de donner la priorité à la politique de l'emploi. L'Europe ne peut être compétitive sans création de nouveaux emplois ou sans une politique d'emploi plus efficace. Les politiques de l'Union européenne doivent également soutenir cet objectif.*

La consolidation de l'économie européenne reste une tâche importante. Les institutions de l'UE et les États membres doivent agir ensemble pour renforcer la coordination économique et entamer la mise en oeuvre de la stratégie Europe 2020, avec une attention particulière au Semestre européen.

C'est une priorité pour la présidence hongroise de faire des progrès dans le domaine de la gouvernance économique européenne et de mettre en oeuvre les nouveaux instruments disponibles. Les États membres ont fait de grands progrès ces derniers mois dans la création d'un système de coordination économique plus stable. Il est important que les institutions européennes et les États membres trouvent ensemble la bonne voie vers le développement : une voie qui rétablisse l'équilibre fiscal tout en soutenant la croissance économique. Pour accroître la confiance et soutenir le développement durable,

l'emploi et la compétitivité, nous devons parvenir à un compromis final en juin 2011 sur les propositions législatives de la Commission pour le renforcement de la gouvernance économique présentées en septembre 2010, en tenant compte des conclusions du rapport de la Task force et de celles du Conseil européen de décembre 2010. Les points clés sont l'amélioration de la discipline fiscale, l'extension de la surveillance économique, l'approfondissement de la coopération, le renforcement des institutions et l'établissement du Mécanisme de stabilité européen d'ici mi-2013. Conformément à la décision du Conseil européen de décembre 2010, le travail sur l'engagement intergouvernemental mettant en place le Système de stabilité européen doit être finalisé et la décision sur l'amendement nécessaire du Traité doit être formellement adoptée.

La Stratégie Europe 2020 est notre instrument commun pour stimuler l'emploi, la compétitivité et l'inclusion sociale – trois objectifs étroitement liés qui se renforcent mutuellement. Des objectifs ont déjà été fixés, notre tâche en 2011 sera donc de commencer à les mettre en place au niveau national ainsi qu'eupéen. Notre tâche commune sera l'évaluation de la mise en oeuvre des programmes nationaux de réforme et le lancement du Semestre européen. Les discussions sur les initiatives phares continueront, par lesquels nous souhaitons faire valoir les synergies actuelles et potentielles ainsi que les complémentarités entre celles-ci, et obtenir ainsi de meilleurs résultats. L'initiative phare « Une Union pour l'innovation » sera élaborée et sa mise en oeuvre commencera. Nous considérons qu'il est important que les chefs d'État et de gouvernement débattent à propos de l'innovation lors de la réunion du Conseil européen en février. L'Europe offre des opportunités pour le développement et la distribution de nouvelles technologies. Au cours de notre présidence, nous souhaitons explorer les possibilités d'améliorer notre capacité à innover. Nous voyons une opportunité remarquable pour la promotion d'une Europe numérique. Le programme pour des nouvelles compétences et emplois sera discuté avec une attention spéciale portée à la création d'emplois ; la Jeunesse en mouvement sera développée à travers les discussions sur la promotion de la mobilité dans l'enseignement et l'élimination des obstacles. En outre, il est prévu d'adopter des conclusions du Conseil sur les initiatives Plateforme contre la pauvreté et Une Europe économe en ressources.



Dans le cadre de la Plateforme européenne contre la pauvreté, la présidence hongroise prête une attention particulière à l'intégration des Roms et à la pauvreté des enfants. Notre priorité spéciale est de faire approuver le cadre au niveau de l'UE pour les stratégies nationales d'intégration des Roms et d'offrir un nouvel élan à cette importante question européenne. L'éducation et la création d'emplois doivent être mises au premier plan.

Lors de la mise en oeuvre de la Stratégie Europe 2020, une attention particulière doit être prêtée aux tendances démographiques et aux mesures de politique familiale qui affectent les objectifs même de la Stratégie. Il convient de procéder à une évaluation complète des effets de ces tendances et de ces mesures et de partager les bonnes pratiques entre États membres dans ces domaines, en vue d'améliorer leur efficacité.

Afin de créer des conditions stables et prévisibles sur les marchés financiers, une réglementation plus efficace est nécessaire et le système de surveillance financière doit être modernisé. La présidence hongroise aidera au démarrage de la nouvelle structure de supervision européenne au début de 2011. Les négociations continueront sur les dossiers liés au plan d'action sur les services financiers.

La sortie de la crise économique requiert une action globale afin de gérer les risques liés à la viabilité financière, la stabilisation du secteur financier, le chômage élevé, la volatilité du prix des matières premières et les déséquilibres macroéconomiques mondiaux récurrents. Il est essentiel que l'UE, également dans le cadre du G20, continue à jouer un rôle dominant dans ce processus et représente une position unifiée.

La mise en oeuvre de l'Acte pour le marché unique occupera une place privilégiée à l'ordre du jour de notre présidence. Il est nécessaire d'accomplir la création d'un marché interne en supprimant les derniers obstacles à la libre circulation des biens et services et ceux qui faussent la concurrence loyale. C'est également une condition préalable à une coopération économique réformée, une meilleure surveillance des marchés financiers et une mise en place efficace de la Stratégie Europe 2020. Les petites et moyennes entreprises (PME) sont essentielles à la compétitivité de l'Europe et ont également un fort potentiel de création d'emplois. La révision de la Loi sur les petites entreprises devrait améliorer la mobilité et la compétitivité des PME. La création d'un brevet unitaire est un élément fondamental et symbolique pour le marché européen unique.

## 2. Une Europe plus forte – construire sur les fondations et protéger l'avenir

*Il est dans l'intérêt de l'Union européenne de conserver des politiques communes fortes et efficaces. Le développement futur de l'UE dépendra de notre volonté d'agir ensemble et de notre engagement à établir de solides politiques européennes. L'année 2011 sera décisive à cet égard. Une des tâches de la présidence hongroise sera de réexaminer l'avenir de nos politiques communes. L'Union ne peut faire face à de nouveaux défis qu'en mettant à profit les résultats des politiques de financement développées au cours des 50 dernières années, tout en assurant que ces politiques sont modernisées et rendues plus efficaces. L'Europe doit également exploiter les opportunités offertes par les nouvelles politiques introduites par le traité de Lisbonne.*

La cohésion économique, sociale et territoriale est l'un des principaux piliers de l'UE. Une Europe dont l'unité interne est solide est plus compétitive au niveau mondial et plus efficace en termes d'actions externes. Nous devons nous assurer que cela reste l'objectif central de la politique de cohésion et que les moyens nécessaires pour y parvenir soient maintenus, voire même renforcés.

Lors des discussions concernant l'avenir de la Politique agricole commune (PAC), les États membres doivent se concentrer sur deux domaines : préserver les valeurs qui étayent la politique agricole commune et affronter les nouveaux défis. En ce qui concerne les outils et objectifs de la PAC, nous devons garder à l'esprit les attentes des citoyens à l'égard de la viabilité d'une industrie alimentaire prévisible et la garantie de la sécurité alimentaire. L'agriculture ne fournit pas seulement des aliments, elle contribue également à la préservation du paysage et de la vie rurale, elle fournit des services écologiques, augmente l'emploi et contribue à la résolution de certains problèmes démographiques.

Les nouveaux défis exigent de nouvelles politiques : la création d'une politique énergétique unifiée et efficace est une priorité nouvelle et une opportunité importante pour l'Union européenne. L'un des plus grands défis auxquels l'Europe fait face aujourd'hui est celui de savoir comment assurer sa sécurité énergétique. Nous devons créer un marché commun européen de l'énergie, en

construire les infrastructures nécessaires, en concevoir les méthodes de financement, s'accorder sur une action unifiée vis-à-vis des partenaires externes et diversifier les sources, les itinéraires et les fournisseurs. Outre la sécurité énergétique, une politique énergétique commune offrirait également une voie de sortie de la crise : « l'écologisation » du secteur énergétique offre une opportunité exceptionnelle de créer des emplois. Le Conseil européen extraordinaire de février 2011, consacré à la politique énergétique et à l'innovation, sera un événement phare de notre présidence. Il fournira une orientation politique pour la construction d'infrastructures clés et le financement des investissements nécessaires, ainsi que l'harmonisation des réglementations techniques nationales.

Le prochain cadre financier pluriannuel doit être adapté aux besoins et développements futurs identifiés lors des discussions sur l'avenir de nos politiques européennes communes. Nous devons harmoniser nos objectifs communs avec les instruments appropriés. La présidence hongroise prévoit de lancer des discussions préparatoires d'une importance stratégique sur l'avenir de la PAC et la politique de cohésion, avec l'objectif de tirer les conclusions nécessaires pour servir de base aux discussions sur le prochain budget pluriannuel.

La responsabilité envers les générations futures est un enjeu commun à de nombreuses politiques européennes. Assurer un environnement durable et lutter contre le changement climatique sont des préoccupations essentielles des citoyens européens. L'UE doit conserver son rôle important dans la lutte globale contre le changement climatique. La présidence hongroise s'est engagée à assurer la mise en oeuvre dans l'UE des décisions prises à Cancún en décembre 2010, et de faire progresser les négociations visant à rendre possible l'adoption de mesures juridiquement contraignantes d'ici à la fin de l'année 2011. La biodiversité fait partie de notre patrimoine commun et doit être préservée pour nos enfants. Elle doit être placée dans un contexte plus large et les débats s'y rapportant doivent être intégrés dans les réformes des importantes politiques sectorielles. Les conditions du changement climatique et les phénomènes extrêmes liés à l'eau rendent nécessaire de trouver une réponse au niveau de l'Union. La présidence hongroise désire consacrer une attention particulière à la gestion intégrée et durable des phénomènes extrêmes liés à l'eau.

Diverses formes de coopération macrorégionale ont démontré leur valeur ajoutée dans le renforcement de la cohésion et de la compétitivité. En conséquence, l'approbation et la mise en oeuvre de la stratégie de l'Union Européenne pour la région du Danube est une priorité de la présidence hongroise.

### 3. Une Union proche de ses citoyens

*Nous voulons tous vivre dans une Europe sûre et ayant des institutions européennes qui sont proches du citoyen. Des mesures doivent être prises pour garantir les droits et les libertés des citoyens. L'Union européenne présente de nombreuses opportunités, mais ces dernières n'existent qu'à partir du moment où elles sont utilisées ; il est notre devoir de montrer aux citoyens comment ils peuvent le faire. Le traité de Lisbonne ouvre de nouvelles portes et offre de nouvelles possibilités aux citoyens de l'Union : leurs droits ont été considérablement élargis, ils peuvent ainsi jouer un rôle plus important dans le processus de prise de décisions et faire entendre leurs voix plus clairement que jamais. Tout ceci renforce la légitimité démocratique de l'UE. Néanmoins, des mesures supplémentaires sont nécessaires pour rendre le contact entre les individus ainsi que la vie quotidienne des citoyens plus facile et plus prévisible. Nous devons également prendre des mesures pour garantir la sécurité des citoyens. La réalisation de ces objectifs aidera les citoyens à profiter des avantages liés à l'appartenance à l'Union européenne et à comprendre que les États membres travaillent avec eux et pour eux.*

Les citoyens européens ne peuvent profiter pleinement de leurs libertés et de leurs droits que si leur sécurité est garantie. Poursuivre le développement de l'espace commun de liberté, de sécurité et de justice fondé sur le juste équilibre entre liberté et sécurité est un défi majeur. La présidence poursuivra la mise en oeuvre du programme de Stockholm qui fournit le cadre stratégique pour les objectifs de l'UE dans ce domaine jusqu'en 2014. L'un des principaux éléments du programme de la présidence durant le premier semestre de 2011 sera la promotion des droits aux procès équitables et l'aide aux victimes de la criminalité. Afin de renforcer la sécurité publique, la lutte contre la criminalité

organisée et contre le cybercriminalité sera une priorité importante. L'accent sera mis sur la protection des données à caractère personnel et sur la simplification des relations transfrontalières en facilitant l'adoption d'un ensemble de règles communes sur la succession. Un accès plus facile à la justice par le portail européen E-justice représente également un élément important de notre programme.

Depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne a introduit un niveau supplémentaire dans la protection et la promotion de nos droits fondamentaux. Une évaluation de la mise en œuvre des droits inscrits dans la Charte contribuera à une meilleure utilisation des possibilités qui y sont prévues et pourrait également conduire à la création de nouvelles mesures. La présidence a l'intention d'adopter des conclusions du Conseil.

L'initiative citoyenne européenne ouvre de nouvelles portes pour les citoyens, leur permettant d'exprimer leur opinion de manière directe. L'initiative doit encourager les citoyens à unir leurs forces et à commencer à réfléchir ensemble aux questions européennes. Ceci leur permettra d'agir au niveau européen – et les institutions européennes devront prendre ces actions en compte. La présidence hongroise désire que les citoyens puissent utiliser cet instrument le plus tôt possible.

La suppression des contrôles aux frontières intérieures de l'espace Schengen est l'un des accomplissements les plus tangibles de l'intégration européenne pour les citoyens européens. La présidence hongroise fera tous les efforts nécessaires pour promouvoir l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie dans l'espace Schengen. Nous désirons accueillir ces deux États membres dans l'espace Schengen aussitôt qu'ils auront rempli toutes les conditions nécessaires.

En plus de garantir nos droits, nous devons également préserver nos valeurs. La devise « Unis dans la diversité » reflète réellement la richesse culturelle de l'Europe et l'importance de la diversité. La préservation de la diversité culturelle et du patrimoine intrinsèques de l'Europe conduit à une intégration plus profonde de ses peuples. Apprendre à se connaître, la compréhension et le respect mutuel accroissent la cohésion entre les citoyens de l'Europe. La présidence hongroise appuie ce processus par la promotion de la pensée commune et le soutien aux initiatives connexes dans la société civile.

2011 est l'Année européenne du volontariat. Le Conseil a l'intention d'augmenter la reconnaissance accordée au volontariat, qui reflète une attitude active très honorable de la part des citoyens. Cette attitude, qui est axée sur l'aide aux autres et à la communauté, doit être soutenue tant au niveau des États membres qu'au niveau européen.

Une meilleure gestion des flux migratoires est importante pour maintenir la stabilité, la sécurité et la prospérité de l'Union européenne. L'Europe a besoin d'une politique migratoire géographiquement équilibrée, qui devrait profiter aussi bien à la société du pays de départ qu'à celle du pays d'accueil et bien sûr aux migrants eux-mêmes.

#### 4. Un élargissement responsable et un engagement global

*Nous vivons dans une Union qui est un des acteurs les plus importants de la scène internationale. Une Union forte dans ses relations internationales obtient un grand soutien de la part de ses citoyens. Grâce à ses relations internationales, l'UE peut contribuer à la prospérité, la paix et le bien-être aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières. L'une des forces motrices à l'origine de son influence grandissante est sa composition changeante. Avec de nouveaux États adhérant à l'UE, son impact sur les affaires internationales s'accroît. L'élargissement de l'UE apporte stabilité, paix et cohésion à une part toujours grandissante du continent. La présidence se consacrera à maintenir cette ouverture de l'Union européenne.*

##### 4a. Élargissement

*Le processus d'élargissement a contribué au succès historique de l'intégration européenne. La présidence hongroise considère la poursuite du processus d'élargissement comme une tâche importante. L'Union européenne doit rester ouverte aux pays qui remplissent les critères et qui sont prêts à mettre en oeuvre des réformes dans l'esprit des valeurs européennes, en renforçant les droits de l'homme et l'Etat de droit. La crédibilité de l'Union dépend également de la fiabilité de ce processus.*

L'objectif de la présidence est de poursuivre le processus d'élargissement. La présidence fera tout son possible pour faire un pas en avant avec chaque pays candidat. La présidence va coopérer main dans la main avec les États membres, la Commission et les candidats afin de faire avancer le processus.

La conclusion des négociations d'adhésion avec la Croatie est à portée de main. L'adhésion de la Croatie à l'UE, une fois toutes les obligations nécessaires remplies, enverrait un signal positif à toute la région des Balkans occidentaux, contribuant ainsi à une stabilité accrue. L'exemple positif de la Croatie inciterait d'autres États de la région à redoubler leurs efforts pour satisfaire les normes européennes. Notre objectif est donc de mener les négociations vers une conclusion positive durant la présidence hongroise.

Un autre objectif majeur de la présidence est de faire avancer autant que possible les négociations d'adhésion avec la Turquie, sur la base des repères et des progrès dans le processus de réforme interne. La présidence s'engagera également à apporter les premiers résultats tangibles dans les négociations avec l'Islande.

Notre objectif est de promouvoir davantage le processus d'élargissement dans les Balkans occidentaux. La décision du Conseil de démarrer la procédure de l'avis sur la demande d'adhésion de la Serbie et d'accorder le statut de candidat au Monténégro est un message clair de l'engagement envers le maintien de la crédibilité de l'élargissement. En ce qui concerne l'ancienne République yougoslave de Macédoine, nous sommes prêts à commencer les négociations d'adhésion aussitôt que le Conseil aura pris sa décision.

#### **4b. Relations extérieures**

*Le traité de Lisbonne a établi une nouvelle structure pour gérer les relations extérieures de l'Union européenne. La présidence sera prête à collaborer étroitement avec les acteurs dans ce nouveau cadre afin d'assurer cohérence et efficacité dans les engagements internationaux de l'UE.*

Le renouvellement de la Politique européenne de voisinage est une priorité particulière. L'UE devrait prêter une attention particulière à ses voisins les plus proches et devrait renforcer ses relations avec ces pays au niveau écono-

mique, politique et culturel. Nous devons poursuivre notre engagement pour une forte Union pour la Méditerranée. Le deuxième Sommet du partenariat oriental se tiendra sous la présidence hongroise, ce qui offre une opportunité pour renforcer la dimension orientale des relations extérieures de l'Union également. En ce qui concerne le partenariat oriental, notre but est de renforcer les relations entre l'UE et les six pays tiers participants, et de remplir ce cadre politique de coopération avec des programmes et des projets ciblés, différenciés en fonction des besoins et des aptitudes de ces pays.

L'Union européenne est un acteur d'envergure mondiale. Le traité de Lisbonne a doté l'Union d'une nouvelle structure institutionnelle et lui a offert de nouvelles possibilités. Celles-ci vont permettre à l'UE de développer ses relations avec les pays tiers – principalement avec les partenaires stratégiques – ainsi qu'avec les voisins de l'UE, afin de renforcer sa position mondiale. De plus, elles vont permettre à l'UE de mieux représenter ses intérêts et ses valeurs. Le Service européen pour l'action extérieure prendra ses fonctions pendant la présidence hongroise et ce sera une tâche commune que d'utiliser toutes les possibilités offertes par ce nouvel organe. Il est aussi nécessaire d'assurer qu'il soit pleinement opérationnel dès que possible dans toutes les régions du monde. Le Service européen pour l'action extérieure et les délégations de l'Union européenne constituent un réseau qui représente l'Union européenne dans son ensemble.

Les relations de l'Union avec ses partenaires stratégiques devraient évoluer dans un cadre plus uni et mieux défini. Les relations avec les pays tiers devraient être constamment ajustées pour coller aux nouveaux défis d'un monde en perpétuel changement. Le Conseil européen établira les lignes directrices pour développer les relations extérieures de l'UE en s'appuyant sur les stratégies individuelles conçues pour nos partenaires. Ceci conduira à une meilleure prise en compte des options et intérêts de l'UE et une stimulation de l'influence internationale de l'Union.

Notre prochaine tâche est de commencer la mise en oeuvre des innovations du traité de Lisbonne concernant la Politique commune de sécurité et de défense et de leur donner de la substance : améliorer les aptitudes de l'UE à la gestion de crises civiles et militaires, ainsi que les harmoniser avec les structures de gestion et de prévention de crise se trouvant dans le cadre changeant du service européen pour l'action extérieure.



Outre la politique extérieure, de sécurité et de commerce, la politique de développement de l'UE (coopération internationale au développement) est un des éléments les plus importants du système d'action extérieure. En tant que premier donateur mondial, l'Union joue un rôle important dans la lutte mondiale contre la pauvreté. La Hongrie prend la présidence de l'UE à un moment important pour la coopération internationale au développement. Les débats ont commencé sur l'avenir de la politique de développement de l'UE, et sur les nouvelles idées visant à améliorer la croissance économique dans les pays en développement. Nous devons élaborer sur les progrès des engagements pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement et concevoir de nouveaux plans pour la période d'ici à 2015. Lors de la présidence hongroise, le débat se poursuivra sur l'augmentation de l'efficacité de l'aide fournie par l'UE et ses États membres aux pays en développement.

**Une Europe forte avec  
une dimension humaine**

# **Programme opérationnel**

# 1. Affaires générales

Dans le cadre institutionnel de Lisbonne, le rôle principal du Conseil « Affaires générales » (CAG) est de préparer et d'examiner le suivi des réunions du Conseil Européen. La présidence hongroise s'est engagée à veiller à ce que le CAG remplisse ce rôle pleinement et efficacement. Renforcer le rôle du CAG est une priorité d'ordre général. En conséquence, un débat politique constructif et le suivi de certaines questions importantes de nature horizontale seront à l'ordre du jour du programme du CAG, dans le but d'améliorer la coordination des différents aspects sectoriels. Celles-ci comprennent notamment l'intégration des Roms, l'avenir de la politique de cohésion, la création d'une politique énergétique véritablement commune et les débats d'orientation pour la préparation du prochain cadre financier pluriannuel (CFP).

## Modification des traités

Le Conseil européen lors de sa réunion des 16-17 décembre 2010 a approuvé le texte du projet de décision modifiant l'article 136 du TFUE, nécessaire pour la mise en place du mécanisme de stabilité européen. Il a également lancé la procédure de révision simplifiée et déterminé les délais de celle-ci. Les tâches résultant de cette décision seront prises en charge par le président du Conseil européen. L'adoption formelle de la décision devrait avoir lieu lors du Conseil européen de mars 2011.

## Cadre financier pluriannuel : politiques communes

Il est prévu que les propositions de la Commission sur le prochain cadre financier pluriannuel (d'après 2014) soient présentées d'ici juin 2011, en même temps que la première partie du paquet législatif correspondant. La présidence hongroise prévoit de lancer des débats d'orientation sur certains principaux éléments des dépenses - telle que la politique agricole commune (PAC) et la cohésion - sur la base des communications pertinentes de la Commission. Dans toutes les formations du Conseil, les procédures de débat seront synthétisées, surveillées et reportées par le Conseil « Affaires générales ».

La présidence hongroise s'est chargée de mettre en évidence l'importance de la politique de cohésion, en fournissant la bonne solution aux disparités économiques, sociales et régionales de l'UE d'une manière intégrée. La présidence hongroise a l'intention de tenir un débat d'orientation sur l'avenir de la politique de cohésion au sein du Conseil « Affaires générales ».

### **Droits fondamentaux**

La Charte juridiquement contraignante des droits fondamentaux est une étape importante pour la sauvegarde des droits fondamentaux des citoyens européens. Cependant, la Charte ne peut conserver sa place au sein de l'Union européenne que si elle est correctement et systématiquement appliquée par les institutions et les États membres lorsqu'ils mettent en oeuvre le droit de l'Union européenne. La présidence hongroise estime que par le biais du rapport annuel sur l'implémentation de la Charte, la mise en oeuvre de la Charte pourrait être évaluée et les premières conclusions pourront être établies à son égard.

### **Initiative citoyenne européenne**

L'initiative citoyenne européenne est une innovation importante du traité de Lisbonne car elle permet pour la première fois aux citoyens européens d'influer directement sur le développement des politiques européennes. Cet instrument a une contribution majeure à apporter au rapprochement de l'Europe à ses citoyens et promet des discussions approfondies sur les grands enjeux européens. La présidence hongroise fera en sorte que, d'après l'accord politique conclu durant la présidence belge, le règlement établissant les procédures et les conditions de mise en oeuvre soit formellement adopté sans délai.

### **L'intégration des Roms**

Le CAG joue un rôle important dans la préparation des discussions politiques sur l'intégration des Roms. Divers aspects des politiques relatives aux Roms sont à l'ordre du jour dans des différentes formations du Conseil. La coordina-

tion de ces aspects et la création d'un cadre politique global pour les politiques relatives aux Roms représentent un défi horizontal. L'aboutissement à un accord au plus haut niveau concernant un cadre au niveau de l'UE pour les stratégies nationales d'intégration des Roms figure parmi les priorités politiques les plus importantes de la présidence hongroise, qui veut réaliser des progrès tangibles en vue de trouver une solution à ce défi européen commun.

### **La stratégie pour la région du Danube**

La présidence hongroise est clairement engagée et fera tout son possible pour que la Stratégie européenne pour la région du Danube soit approuvée par le Conseil européen de juin.

La stratégie pour la région du Danube est la seconde initiative macrorégionale complète de l'UE. Son objectif est le développement territorial et elle est basée sur les expériences de la stratégie pour la mer Baltique. Parmi les quatorze pays participants, huit sont des États membres (l'Autriche, la Bulgarie, la République tchèque, l'Allemagne, la Hongrie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie) tandis que les six pays tiers concernés sont la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la Moldavie, le Monténégro, la Serbie et l'Ukraine. Le but de la stratégie n'est pas uniquement d'encourager les bonnes relations de voisinage dans la région, mais aussi de consolider le processus d'intégration européenne avec les pays des Balkans occidentaux. Elle devrait rapprocher l'UE à ses citoyens et promouvoir la coopération avec les pays tiers. Le plan d'action pour la région du Danube détermine onze domaines prioritaires, qui représentent une contribution vitale pour le développement durable dans la région.

### **L'élargissement**

La présidence s'investira fortement à maintenir l'élan du processus d'élargissement. Le processus sera avancé sur la base du consensus d'élargissement renouvelé de décembre 2006, avec une conditionnalité équitable et rigoureuse, dans le cadre des conclusions pertinentes du Conseil et des procédures existantes.

La conclusion des négociations d'adhésion avec la Croatie est à portée de main, et la présidence hongroise a la ferme intention de mener à bien ces négociations aussitôt que la Croatie aura répondu à toutes les obligations relatives.

La présidence a également pour but de proposer des conditions permettant à la Turquie de procéder aux négociations d'adhésion en fonction de ses propres résultats. La présidence va soutenir l'ouverture de toute négociation sans tarder si les critères de référence sont établis.

Conformément à la décision du Conseil européen de juillet 2010, la présidence est prête à gérer les tâches relatives aux négociations d'adhésion avec l'Islande.

La présidence suivra l'évolution du processus d'adhésion de l'ancienne République yougoslave de Macédoine.

De manière générale, la présidence va oeuvrer pour faire avancer les processus d'intégration de tous les pays des Balkans occidentaux. Si de nouveaux pays candidats se présentent, la présidence va soutenir leurs préparatifs aux négociations d'adhésion.

## 2. Affaires économiques et financières

Dans le contexte de la crise financière et économique mondiale et ses conséquences, nous nous sommes engagés à promouvoir un certain nombre de questions importantes au Conseil pour les Affaires économiques et financières (ECOFIN). En outre, le Conseil ECOFIN se verra accordé un rôle important dans la mise en oeuvre de la stratégie Europe 2020.

L'importance de renforcer la gouvernance économique dans l'UE a été mise en évidence par la crise économique et financière. Une des principales priorités de notre présidence est de mener les travaux au sein du Conseil sur l'examen des six propositions législatives publiés par la Commission à ce sujet, et de conclure d'urgence le débat sur ces propositions au sein du Conseil et, dans les cas pertinents, avec le Parlement européen afin qu'elles puissent être adoptées d'ici juin 2011.

Un des facteurs les plus importants dans le domaine de la gouvernance économique est le resserrement de la discipline budgétaire en renforçant les règles du Pacte de stabilité et de croissance (PSC), en prenant mieux en compte la dette publique dans la procédure concernant les déficits excessifs (PDE) et en renforçant le cadre financier des États membres. Une autre question cruciale est la mise en place d'un mécanisme qui identifie et répond aux déséquilibres macroéconomiques. Finaliser le travail sur le mécanisme permanent de gestion de crise de la zone euro est également d'une grande importance et demande une modification du traité. Afin de garantir à long terme la stabilité financière de la zone euro dans son ensemble, le mécanisme de stabilité européen remplacera la Facilité européenne de stabilité financière (FESF) et le mécanisme européen de stabilisation financière (MESF), qui restera en vigueur jusqu'à juin 2013.

Le passage au Semestre européen en 2011 donnera une dimension ex-ante claire à la coordination des politiques économiques au niveau européen, assurant une meilleure orientation politique pour les États membres. Le semestre européen fournira le cadre pour aligner la présentation des Programmes de stabilité et de convergence sur les perspectives macroéconomiques et les plans fiscaux, avec les Programmes de réforme nationaux sur le progrès effectué vers les objectifs

d'Europe 2020 (tandis que l'intégrité du Pacte de stabilité et de croissance sera entièrement préservée, de même que la responsabilité spécifique du Conseil ECOFIN dans la supervision de sa mise en oeuvre). S'appuyant sur les discussions de l'Analyse annuelle de la croissance, le Conseil européen de printemps donnera aux États membres des orientations qui doivent être suivies lors de l'élaboration des programmes ; les avis et recommandations concernant les programmes présentés doivent être pris en compte dans la préparation des budgets nationaux.

La récente crise financière et économique a mis en évidence la nécessité d'une meilleure réglementation des services financiers et l'Union a pris des mesures importantes à cet égard. Au cours des six prochains mois, un certain nombre de dossiers liés aux services financiers seront lancés et nous traiterons également les questions déjà présentées. La présidence hongroise examinera attentivement la cohérence et l'impact global des différentes réformes.

Une nouvelle structure de surveillance pour le système financier (le Conseil européen du risque systémique et les Autorités européennes de surveillance) commenceront à fonctionner au niveau de l'Union européenne. Nous voulons soutenir le travail de cette nouvelle structure également par la mise à jour des textes de loi s'y rapportant (Omnibus II). Afin d'éviter des crises futures, il est important de renforcer la transparence sur les marchés dérivés. Nous avons l'intention d'atteindre cela par le biais d'une approche commune au sein du Conseil sur la réglementation des marchés et contrats financiers actuellement non soumis à la surveillance. Les outils de prévention et de résolution du cadre global de gestion des crises doivent être améliorés, en particulier ceux destinés à traiter des établissements financiers systémiques importants et défaillants et des problèmes transfrontaliers.

La question de la fiscalité affecte directement la souveraineté fiscale des États membres. Toutefois, il est essentiel de résoudre les problèmes qui entravent l'évolution des politiques communes. Nous tenons à faire des progrès substantiels dans la taxation du secteur financier. Nous nous efforcerons de parvenir à un accord en ce qui concerne la Directive en matière de fiscalité des revenus de l'épargne et encourager les discussions sur la révision de la Directive sur la taxation de l'énergie.

Dans le domaine des questions budgétaires, la priorité de la présidence hongroise au sein du Conseil ECOFIN est la procédure de décharge 2009 et la finalisation du paquet Lisbonne.



### 3. Justice et affaires intérieures

En ligne avec les efforts de ces dernières années et les orientations générales définies dans le traité de Lisbonne, nous nous efforcerons de rapprocher l'UE des citoyens. Par conséquent, l'un des objectifs de la présidence hongroise est de produire des résultats tangibles, quantifiables et perceptibles dans les domaines de la liberté, de la sécurité et de la justice, des domaines qui touchent à la vie quotidienne des gens. La sécurité publique, l'application efficace des droits des citoyens et la certitude juridique sont des domaines clés. Nous aimerions que les gens voient de première main les résultats concrets de la coopération dans la justice et les affaires intérieures, comme prévu dans le programme de Stockholm.

#### Affaires intérieures

La présidence hongroise encouragera l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie à l'espace Schengen. Les deux pays ont déployé de grands efforts dans leurs préparatifs à l'adhésion et ont l'intention de remplir toutes les conditions préalables énoncées dans l'acquis. Nous souhaiterions accueillir ces deux États membres dans l'espace Schengen aussitôt qu'ils auront rempli toutes les conditions préalables.

Dans une Union européenne où le contrôle aux frontières intérieures n'existe plus, le crime organisé représente une menace sérieuse pour la sécurité des citoyens et des États membres. La présidence hongroise attache une grande importance au droit des citoyens à la sécurité. Par conséquent, accroître l'efficacité de la lutte contre la criminalité organisée sera une de ses priorités. À cette fin et en conformité avec la Stratégie de sécurité intérieure adoptée par le Conseil européen, la présidence va continuer avec la mise en oeuvre du cycle politique récemment adopté, qui prévoit une plus grande cohérence dans la coopération opérationnelle. Notre présidence s'appuiera sur une participation plus active des agences de l'UE dans le partage de leurs expériences et la formation d'agents des services répressifs. L'évaluation de la mise en oeuvre des décisions de Prům, qui prévoit le renforcement de la coopéra-

tion policière transfrontalière, sera également une tâche importante pour la présidence.

Une meilleure gestion des flux migratoires, assurer que les pays d'origine et les pays hôtes tirent pleinement parti de la migration, ainsi que de l'intégration des migrants restent d'une importance capitale. La présidence souhaite attirer l'attention sur la nécessité de parvenir à une politique migratoire géographiquement équilibrée.

L'Europe a besoin d'un système d'asile efficace qui offre un niveau élevé de protection partout dans l'UE à ceux qui ont véritablement besoin de protection internationale. Il faut que ce système soit réaliste et pragmatique, tenant compte des capacités des États membres. À cette fin, la présidence hongroise s'efforcera de contribuer à la création d'un régime d'asile européen commun d'ici 2012. Si nous voulons que le régime d'asile européen commun devienne une réalité, le renforcement de la coopération pratique entre les États membres et la prise des mesures de solidarité sont d'une importance égale à l'harmonisation juridique. Par conséquent, la présidence hongroise facilitera les efforts, dans ces domaines, du Bureau européen d'appui en matière d'asile.

La gestion des migrations ne peut être efficace sans la gestion des frontières, c'est pourquoi la présidence continuera à travailler sur le renforcement de FRONTEX et la modification du code frontières Schengen pour tenir compte de l'expérience acquise pendant les années de mise en oeuvre et relever les nouveaux défis auxquels nous sommes confrontés.

Des systèmes informatiques à la pointe du progrès sont nécessaires pour garantir la sécurité de nos citoyens. Les travaux sur la deuxième génération du Système d'information Schengen (SIS II) se poursuivront, et la partie principale du Système d'information sur les visas (VIS) sera lancée pendant la présidence hongroise.

La présidence s'engage à développer des synergies et d'encourager une coordination plus étroite entre les dimensions internes et externes de la réponse européenne au terrorisme. La présidence prendra des mesures en vue d'établir un espace européen de système PNR.

La sécurité routière est encore un autre aspect important de la sécurité de nos citoyens. La présidence hongroise fera tous les efforts possibles pour accélérer les négociations en cours sur l'échange transfrontalier d'informations sur les infractions liées à la sécurité routière.

Le monde assiste à une augmentation de la fréquence et de l'intensité des catastrophes naturelles et d'origine humaine ; par conséquent, il est de la plus haute importance que la coopération entre les États membres dans le domaine de la gestion des catastrophes soit davantage renforcée. Une attention particulière sera accordée par la présidence hongroise aux activités d'évaluation des risques et de gestion des inondations, afin d'améliorer la protection des citoyens européens.

## Justice

Les droits des citoyens de l'UE ont été étendus par le traité de Lisbonne et la Charte des droits fondamentaux. Toutes les institutions et les États membres de l'Union doivent veiller à ce que les citoyens soient en mesure de jouir de leurs droits. La présidence vise à assurer le renforcement des droits fondamentaux dans plusieurs domaines au cours du prochain semestre.

L'adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne des droits de l'homme permettra aux citoyens d'engager des procédures contre l'UE à la Cour européenne des droits de l'homme qui, par conséquent, aura le pouvoir d'imposer des sanctions à l'UE en cas de violation du droit. Nous aurons un débat sur la politique des droits fondamentaux de l'UE, et le premier rapport annuel sur la mise en œuvre de la Charte des droits fondamentaux sera une occasion unique d'examiner les pratiques de chaque État membre. Enfin et surtout, afin d'identifier et de minimiser la charge administrative auquel les citoyens sont confrontés dans leur vie quotidienne dans un contexte transfrontalier (mariages, divorces, successions), nous organiserons un débat sur les droits des citoyens de l'UE.

Une attention particulière sera accordée aux droits des enfants. Les principaux objectifs de la présidence hongroise, à cet égard, sont la présentation et le résumé des réalisations dans le domaine de la politique sur l'enfance dans l'Union européenne, et l'examen des bonnes pratiques avec la participation du groupe intergouvernemental L'Europe de l'Enfance. Afin d'assurer la prévalence des dispositions de la Charte des droits fondamentaux dans la vie quotidienne des citoyens, la présidence hongroise accordera l'attention nécessaire à la protection des données à caractère personnel, y compris en ce qui concerne la

refonte à venir de la législation de l'Union et l'échange de données avec les partenaires de l'UE, tels que les Etats-Unis. La lutte contre la criminalité nécessite de nouveaux outils. Une tâche urgente est de trouver un juste équilibre entre la nécessité d'utiliser des solutions informatiques modernes pour des raisons de sécurité d'une part et les droits des personnes en matière de protection des données de l'autre.

L'Union européenne permet aux citoyens de jouir de leurs droits librement, et garantit leur sécurité à travers l'ensemble du territoire. Des initiatives concernant la protection et l'assistance apportées aux victimes d'infractions pénales seront prises afin de progresser dans cette direction. L'UE continuera également à travailler sur la création d'un ensemble commun de normes minimales pour les droits garantissant un procès équitable, en particulier en ce qui concerne le droit à l'information dans les procédures pénales.

Dans le domaine de la coopération judiciaire en matière civile, le projet de règlement sur les successions et testaments sera considéré comme une priorité. En conséquence, la présidence hongroise travaillera de manière intensive pour parvenir à un accord politique. En outre, la révision du règlement Bruxelles I relative à la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale débutera au cours de notre présidence.

## Les aspects extérieurs des politiques JAI

Il est devenu évident, ces dernières années, que la coopération internationale renforcée en matière de justice et d'affaires intérieures est étroitement liée aux relations extérieures de l'Union. Le traité de Lisbonne prévoit les moyens d'une meilleure cohérence entre les dimensions internes et externes de liberté, de sécurité et de justice.

La présidence hongroise fera des efforts pour approfondir les relations transatlantiques stratégiques de l'Union, en ligne avec la Déclaration de Washington et de la Déclaration de Tolède. La protection des données personnelles est un objectif fondamental dans le contexte de la coopération policière et judiciaire en matière pénale avec des États tiers et ce sera une question clé lors des négociations des accords PNR avec les Etats-Unis, le Canada et

l'Australie, ainsi que dans le projet d'accord cadre UE-USA sur la protection des données. La présidence suivra de près ces négociations.

S'appuyant sur les réalisations antérieures de l'Union, la présidence cherchera à effectuer des progrès concernant le dialogue sur les visas avec la Russie, l'Ukraine et la Moldavie, et soutenir toutes les initiatives qui renforcent la stabilité et la sécurité des pays du partenariat oriental.

En ce qui concerne les pays des Balkans occidentaux, l'objectif de la présidence est d'intensifier la coopération régionale dans le domaine de la justice et des affaires intérieures, donnant ainsi un élan à l'intégration européenne de la région.

## 4. Agriculture et pêche

### Vers la nouvelle politique agricole commune

Les fonctions de base de l'agriculture consistent notamment à fournir aux consommateurs des aliments sains et sûrs, préserver l'environnement et assurer la vitalité des zones rurales. Le renouvellement de ce secteur, qui s'est avéré être en mesure de créer des emplois au cours de la crise économique mondiale, a été rendue possible par l'adaptation aux nouveaux défis mondiaux (lutte contre le changement climatique, préservation de la biodiversité, etc.) et le renforcement du rôle de la recherche et des innovations agricoles.

Depuis sa création, la politique agricole commune (PAC) - la première politique commune de l'UE - a subi de profondes réformes, mais reste pour le moment l'une des politiques les plus complexes et importantes de l'Union. Sur la base de la communication de la Commission, la présidence hongroise est prête à promouvoir le débat sur les grandes orientations de la PAC à l'avenir. La présidence hongroise fera son possible pour rapprocher les positions des États membres dans le but de parvenir à un consensus raisonnable. Élaborer une politique agricole moderne qui garantit la protection aux producteurs européens est une priorité de la présidence et la garantie de la circulation de l'information reflète la véritable valeur de la PAC vers la société européenne.

La situation du secteur laitier s'est légèrement améliorée grâce à des mesures qui étaient le résultat de grands efforts conjoints liés à la crise du lait des dernières années. La présidence hongroise accordera une attention particulière au progrès des discussions sur les propositions législatives de la Commission (paquet laitier).

Les indications géographiques qui aident les consommateurs européens à reconnaître les produits agricoles européens de haute qualité se sont retrouvées à l'avant-plan, au cours des dernières années. La présidence hongroise va commencer le débat sur la proposition législative présentée par la Commission européenne sur le paquet qualité des produits agricoles.

Sur la base du traité de Lisbonne, des modifications aussi bien techniques que substantielles sont nécessaires concernant les quatre principaux actes législatifs de la PAC. Simplification accélérée après le Bilan de santé de la PAC

en 2008. La présidence hongroise à l'intention de faire de nouveaux progrès sur les dossiers en question, afin qu'un accord soit atteint dès que possible.

La présidence hongroise encouragera l'achèvement des travaux d'évaluation menés au cours des quatre dernières années sur le plan d'action pour le bien-être des animaux, qui constitue une partie essentielle de la nouvelle stratégie de santé animale de l'UE.

Étant donné l'importance du dossier, la présidence hongroise aura pour but de parvenir à un accord final sur la proposition sur les nouveaux aliments. Un des principaux objectifs de la proposition sur l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires est de simplifier la législation actuelle et d'introduire de nouveaux éléments tels que l'étiquetage nutritionnel obligatoire. La présidence hongroise encouragera l'adoption de cette nouvelle proposition.

En mettant l'accent sur la simplification et à la lumière des développements récents, la révision de la législation actuelle sur la fièvre catarrhale ovine sera traitée dans le cadre de la présidence hongroise.

La population d'abeilles de l'UE joue un rôle important aussi bien dans la pollinisation que la production de miel et d'autres produits d'apiculture. Pour gérer les problèmes sanitaires qui se sont manifestées ces dernières années, la Commission a présenté une proposition sur la santé des abeilles. La présidence hongroise souhaite apporter des conclusions à ce débat de grande envergure.

L'élaboration d'un cadre politique renforcé pour la gestion durable des forêts à travers l'Europe sera à l'ordre du jour de la Conférence ministérielle sur la protection des forêts en Europe qui se tiendra à Oslo et qui sera discuté, au niveau mondial, lors de la 9e session du Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF9) à New York. La présidence hongroise va poursuivre la discussion sur les questions européennes et mondiales de la politique forestière.

### **Préparation de la réforme de la Politique commune de la pêche**

La présidence hongroise accordera une attention particulière à la réforme de la Politique commune de la pêche (PCP). Le processus de simplification qui a commencé en 2005, le Livre vert de la Commission, les consultations publiques tenues en 2009 et les nouvelles propositions, qui seront publiées par la Commission avant la fin de la présidence hongroise, ont l'intention de promou-

voir la durabilité de la pêche et de l'aquaculture, contribuant ainsi à la protection des l'environnement. La présidence salue les propositions et lance le débat politique au sein du Conseil.

En ce qui concerne les règles de pêche horizontale, la présidence hongroise visera à adopter le prolongement de la loi temporaire sur les mesures techniques.

La présidence hongroise encouragera les accords de partenariat de pêche avec des pays tiers. En ce qui concerne les nouvelles propositions et modifications législatives, la présidence s'enforcera de promouvoir la discussion sur les plans pluriannuels, sur les exigences spécifiques d'accès et les conditions associées pour la pêche des stocks d'eau profonde et sur les efforts de pêche.



## 5. Transports, telecommunications et energie

### Une politique énergétique européenne commune, compétitive, durable et sûre

Au cours de la présidence hongroise, seront discutées plusieurs questions de politique énergétique de haute importance stratégique et déterminant les objectifs à long terme de la politique énergétique européenne. Une attention particulière sera consacrée à la communication de la Commission sur « Énergie 2020 : une stratégie pour une énergie compétitive, durable et sûre » et « les priorités d'infrastructure énergétique pour 2020 et au-delà ».

Au cours de la présidence hongroise, le Conseil européen extraordinaire consacré à l'énergie et à l'innovation sera l'un des événements majeurs (février 2011). Le but est d'envoyer des messages politiques essentiels et de donner une impulsion sur l'encours des questions stratégiques de la politique énergétique visant à renforcer la sécurité énergétique, ce qui constitue une priorité pour l'Union européenne. L'amélioration des infrastructures énergétiques et une nouvelle législation seront essentielles à l'élaboration et au bon fonctionnement d'un marché énergétique intégré, pierre angulaire de la politique énergétique européenne. L'objectif de la présidence hongroise, en coopération avec le Président du Conseil européen, est de fournir des orientations politiques sur le développement ultérieur des investissements dans les infrastructures nécessaires d'intérêt européen et sur la législation nationale visant à supprimer les obstacles techniques. Les orientations politiques adoptées au Conseil européen peuvent favoriser le développement futur des technologies vertes et jeter les bases d'une coopération efficace, transparente et régulée avec les principaux fournisseurs d'énergie et les pays de transit.

La Commission européenne a proposé une stratégie énergétique européenne à moyen terme: « Énergie 2020 : stratégie pour une énergie compétitive, durable et sûre ». Énergie 2020 définit les grandes orientations de la politique énergétique européenne conforme à l'objectif à long terme de créer une économie à faible émission de carbone dans l'Union européenne, en conformité avec un accord préalable de « décarbonisation » de l'UE dont l'objectif est

de réduire nos émissions de gaz à effet de serre de 80 - 95% d'ici à 2050. Il est d'une grande priorité pour la présidence hongroise de parvenir à un consensus sur des conclusions du Conseil, ce qui à son tour pourrait être confirmé par le Conseil européen de mars. En outre, une réunion informelle des ministres de l'énergie aura également lieu pour discuter d'une feuille de route ainsi que des options stratégiques visant à évoluer vers une économie européenne à faible émission de carbone d'ici 2050.

L'Union européenne a besoin d'une nouvelle politique d'infrastructures énergétique : des efforts supplémentaires doivent être faits pour améliorer les infrastructures énergétiques dans la décennie à venir pour faire face au développement coordonné des réseaux fragmentés obsolètes et d'optimiser les besoins financiers connexes. Le développement du pétrole, du gaz naturel et des infrastructures d'électricité et ses interconnexions constituent l'une des priorités de la présidence hongroise, tout comme celle de la communication de la Commission européenne sur Les priorités en matière d'infrastructure énergétique en 2020 et au-delà, publiée pendant la présidence belge. L'objectif de la présidence hongroise est d'adopter les conclusions du Conseil sur les priorités d'infrastructure énergétique, orientés par les messages clés du Conseil européen de février.

Afin de répondre à l'un des objectifs fondamentaux concernant la politique climatique et énergétique de l'UE, notamment le développement durable, il est nécessaire d'améliorer l'efficacité énergétique par l'incitation à économiser l'énergie et l'utilisation accrue des énergies renouvelables. Le plan d'action pour l'efficacité énergétique, adopté en 2006, a déjà mis en évidence la nécessité de veiller à la conformité des objectifs fixés pour la mise en oeuvre d'ici 2012. Les objectifs de l'Union européenne - des sources renouvelables devant contribuer à 20% de notre consommation totale d'énergie, les émissions de gaz à effet de serre devant diminuer de 20% et les gains en efficacité énergétique devant faire gagner 20% d'économies sur la consommation d'énergie d'ici 2020 - ont déjà été renforcés dans le paquet énergie-climat adopté en 2008 et dans la stratégie Europe 2020. Au cours de la présidence hongroise, une attention particulière sera accordée à l'approche générale concernant l'efficacité énergétique jusqu'en 2020 : la présidence s'efforcera de conclure la version révisée du Plan d'action sur l'efficacité énergétique et engager un premier échange de vues sur le règlement relatif au programme communautaire d'éti-

quetage de produits énergétiquement efficaces pour les équipements de bureau et de communication (Energy Star).

Afin de rétablir la confiance du marché suite aux conséquences de la crise financière mondiale sur les marchés énergétiques, la présidence hongroise aura pour objectif de parvenir à un accord politique sur la proposition de règlement relatif à l'intégrité et la transparence des marchés énergétiques.

La catastrophe dans le golfe du Mexique en 2010 a souligné la nécessité d'une action en ce qui concerne les aspects relatifs à la sécurité concernant les permis de prospection, d'opération et d'inspection et la révision de la responsabilité globale de l'exploration pétrolière et gazière offshore. Par conséquent, la Commission européenne a présenté une communication intitulée « Relever le défi de la sécurité des opérations extracôtières de pétrole et de gaz ». La présidence hongroise vise à organiser le premier échange de vues sur la proposition législative de la Commission européenne sur la sécurité des activités extracôtières de pétrole et de gaz.

### **Une politique européenne des transports durables, intégrés, sûrs et sécurisés**

Dans le domaine de la politique commune des transports, l'une des tâches les plus importantes pour le Conseil sera de discuter le Livre blanc sur la politique des transports de l'Union européenne entre 2011 et 2020. La présidence hongroise a pour intention de s'assurer que l'efficacité, la protection de l'environnement, la cohésion et les considérations budgétaires apparaissent de manière appropriée dans la stratégie des dix prochaines années adoptée par le Conseil, tout comme lors de la révision de la directive des Réseaux Transeuropéens (RTE-T). La question du RTE-T, qui est étroitement liée à l'avenir des transports européens, sera le thème principal de la réunion informelle des Ministres des transports en Février 2011, où l'objectif de la présidence hongroise est de mener une discussion préliminaire avant l'adoption de la proposition de la Commission.

La présidence hongroise accorde une attention particulière à la directive relative à la création d'un espace ferroviaire européen unique, et vise à réaliser des progrès concernant cette directive. Les mesures projetées permet-

traient d'accroître la compétitivité et l'efficacité d'un transport ferroviaire respectueux de l'environnement, en renforçant sa position vis-à-vis d'autres modes de transport.

La présidence a l'intention d'adopter des conclusions du Conseil sur la révision à mi-parcours du programme NAIADES pour la promotion de la navigation fluviale en Europe. Cette question est également liée à la future stratégie de la région du Danube, l'une de ses priorités étant de développer le transport par voie fluviale d'une manière écologiquement rationnelle.

La présidence hongroise s'efforcera de conclure un accord avec le Parlement européen en deuxième lecture sur la modification de la directive sur la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures (Eurovignette), ce qui pourrait faciliter l'indemnisation, par le biais de péages, de certains effets négatifs sur l'environnement causés par des véhicules lourds.

La présidence hongroise a l'intention de conclure les négociations sur les modalités d'accès au service public réglementé offert par GALILEO. L'évaluation à mi-parcours des programmes GNSS européens sera également présentée par la Commission au cours de notre présidence.

### **Stratégie, sécurité, spectre radioélectrique : des ressources et des technologies de communication et d'information plus sûres et plus efficaces pour la croissance économique**

Les Technologies d'information et de communication (TIC) jouent un rôle de plus en plus important dans notre vie quotidienne. Compte tenu de cela et dans le cadre de la stratégie Europe 2020, la Commission européenne a publié l'Agenda Numérique pour l'Europe, qui soutient la reprise économique par des mesures horizontales et un plan d'action couvrant plusieurs secteurs. La mise en oeuvre réussie de l'agenda numérique - une stratégie qui projette le développement à long terme du secteur - est essentielle pour assurer la reprise économique et la compétitivité en Europe. La présidence hongroise s'est engagée à poursuivre l'application du plan d'action. L'Assemblée numérique sera organisée par la Commission européenne et le Parlement pour la première fois en Juin 2011, avec la participation de tous les acteurs concernés. Sous la présidence

hongroise, la Commission européenne devrait préparer le premier tableau d'affichage numérique pour la mise en oeuvre de l'agenda numérique pour l'Europe, contenant les résultats de la première année et les principaux résultats à obtenir.

En outre, la présidence mettra l'accent sur la sécurité dans le domaine des TIC. Afin de prévenir les attaques menaçant les réseaux des TIC, une attention accrue doit être accordée à la sécurité des réseaux. La présidence travaillera pour clore avec succès les négociations sur la modernisation du réseau européen d'information et de l'Agence de sécurité. Dans le domaine de la sécurité de l'information, la présidence hongroise organisera une conférence ministérielle sur la protection des infrastructures d'information critiques.

La présidence hongroise poursuivra les négociations autour du premier Programme Européen en matière de spectre radioélectrique et s'efforcera de parvenir à un accord politique. Dans un monde où la communication mobile et les fréquences jouent un rôle important, et comme le spectre sonore est une ressource rare, il est très important qu'il soit géré efficacement et de manière clairvoyante. À cet égard, l'harmonisation du spectre à un niveau global est une autre question importante. La présidence hongroise prévoit de commencer les travaux préparatoires de la Conférence mondiale des radiocommunications 2012 (CMR-12) afin que les États membres soient en mesure de participer aux négociations avec des positions reflétant les intérêts européens communs.

## 6. Compétitivité

Utilisant l'impulsion de la stratégie Europe 2020, nous devons répondre aux défis auxquels est confrontée la compétitivité européenne. Nous devons saisir l'opportunité et faire tout notre possible pour stimuler l'économie européenne. Poursuivant le travail entamé par nos partenaires du Trio, nous mettrons en oeuvre la stratégie Europe 2020. Poursuivant la vision de mettre l'UE sur le chemin de la croissance intelligente, durable et profitant à tous, une attention particulière sera accordée à la livraison du premier semestre européen.

Le Conseil « Compétitivité » sera invité à mettre en oeuvre les initiatives phares « politique industrielle » et « Union de l'innovation », créant des instruments permettant aux États membres de contribuer à la réalisation d'objectifs européens quantitatifs et d'objectifs liés à la Stratégie.

### Approfondir le marché unique européen

Un marché unique renforcé et approfondi, fondé sur la confiance mutuelle entre les parties prenantes, fournit une base solide pour la reprise économique. L'élimination des obstacles déjà existants et de ceux créés par la crise est la pierre angulaire d'un bon fonctionnement du marché unique. Par conséquent, nous devons accorder une attention particulière à l'Acte pour le marché unique, proposé en Octobre 2010. Le Conseil « Compétitivité » jouera un rôle clé dans l'adoption de mesures visant à éliminer les engorgements existants et dans l'exploitation efficace des synergies avec la stratégie Europe 2020. S'appuyant sur les résultats de la consultation publique, la présidence hongroise vise à adopter rapidement les propositions prioritaires et leur livraison accélérée, en vue d'obtenir ce résultat pour le 20e anniversaire du marché unique.

Nous avons la responsabilité partagée d'aider nos entreprises à protéger leur propriété intellectuelle d'une manière rentable dans toute l'Union européenne. La création d'une protection par brevet unitaire contribuera à atteindre cet objectif. Nous sommes déterminés à poursuivre le travail sur l'adoption de la décision sur le renforcement de la coopération. Nous tenons également à oeuvrer pour le renforcement du cadre d'application. La législation relative à

la gestion collective des droits et des oeuvres orphelines devrait apporter une importante valeur ajoutée au système de droit d'auteur européen. Budapest accueillera le Prix de l'Inventeur européen en mai 2011 organisé conjointement par l'Office européen des brevets et la Commission européenne.

Comme le secteur des services représente plus de 60% de l'économie européenne, le marché unique des services est un élément essentiel pour relancer nos entreprises. La mise en oeuvre de la directive sur les services sert de base à l'élimination des obstacles injustifiés et à la modernisation du cadre réglementaire des services. La présidence souhaite travailler vers un meilleur fonctionnement du marché unique des services, sur la base des résultats du processus d'évaluation mutuelle de la directive de services, et inviter le Conseil à évaluer ce processus.

Les petites et moyennes entreprises européennes jouent un rôle central dans la performance de l'économie européenne. Les rendre plus compétitives contribuera aux objectifs liés à la stratégie Europe 2020, allant de l'emploi à l'exclusion sociale, du commerce intérieur et des activités transfrontalières des entreprises au renouvellement de la politique industrielle européenne. Leur importance doit également être reflétée par la vision d'Europe 2020. La présidence hongroise invite le Conseil « Compétitivité » à chercher des points de liaison entre la « loi sur les petites entreprises » et divers programmes phares d'Europe 2020, telle que l'Union de l'innovation. Outre cela, la révision à mi-parcours de la « loi sur les petites entreprises » inspire la présidence hongroise à faciliter davantage l'accès des PME aux marchés et au financement. Nous tenons à renforcer le marché unique par la promotion de l'accord sur le Statut de la société privée européenne.

La fourniture continue d'informations aux citoyens et aux consommateurs au sujet de l'application de leurs droits dans le marché intérieur est un élément indispensable au bon fonctionnement du marché unique. Nos droits en tant que consommateurs dans l'UE nous offrent un exemple des avantages de la législation du marché intérieur, exemple dont nous pouvons tous faire l'expérience. Nous sommes convaincus que l'accord concernant la directive sur les droits des consommateurs peut aider les citoyens à sentir les avantages directs du marché unique, qui est l'une des plus grandes réussites de l'intégration européenne. Cependant, la transposition et l'application de la législation du marché intérieur sont également essentielles pour renforcer la confiance

mutuelle dans le marché unique. La présidence accordera une attention particulière au développement de la coopération administrative entre les autorités des États membres. Nous considérons qu'il est important que les méthodes et les outils de la réglementation intelligente soient utilisés systématiquement dans le processus décisionnel européen, afin de renforcer la compétitivité de l'Europe.

### **L'innovation comme moteur de la compétitivité européenne**

Exploiter la capacité innovatrice des entreprises européennes est l'une des pierres angulaires de la compétitivité. Nous avons besoin d'innovation au lieu d'administration. Nous devons soutenir nos entreprises, y compris les PME, en créant un environnement commercial propice et un meilleur accès au financement, en leur permettant d'utiliser des méthodes novatrices et de proposer des produits nouveaux. Par conséquent, la présidence travaillera sur la loi des petites entreprises et à la promotion de la dimension d'innovation d'Europe 2020. Le rôle du Conseil « Compétitivité » est de fournir des mesures de mise en oeuvre du programme phare de l'Union de l'innovation. En se basant sur le débat du Conseil européen du 4 février, nous aimerions prendre pour un Espace européen de recherche simplifié rationalisé par les objectifs de la stratégie Europe 2020.

### **Une nouvelle politique industrielle européenne dans l'ère de la mondialisation**

Les défis de la mondialisation et de la reprise suite à la récession économique mondiale signifient que nous devons trouver de nouvelles réponses aux besoins de la restructuration industrielle. Le paysage industriel de l'Europe doit être repensé, en vue de maintenir une base industrielle compétitive, forte et durable. L'UE doit adopter une approche globale, dans laquelle toute la chaîne de valeur est prise en considération, des matières premières aux services après-vente. C'est pourquoi une attention particulière sera portée à l'Initiative matières premières. L'harmonisation technique devrait également



être modernisée, afin d'aider nos économies à rivaliser avec leurs concurrents. La législation sur les produits textiles et sur certains types de véhicules et la directive sur les tracteurs agricoles et forestiers doivent être révisés.

### **Un Espace européen de la recherche compétitif**

La recherche européenne est fondamentale pour la compétitivité. Il est dans l'intention de la présidence de contribuer à l'évaluation intermédiaire du 7<sup>e</sup> programme-cadre, ainsi qu'au débat sur les initiatives technologiques conjointes et l'évaluation de l'Art. 185. Initiatives programmes. L'évaluation du 7<sup>e</sup> programme-cadre nous donnera une contribution pour la 8<sup>ème</sup>. Lors de la préparation du 8<sup>e</sup> programme-cadre, la présidence hongroise accordera une attention particulière à la cohérence du programme-cadre avec les sources de financement nationales et européennes, afin que les programmes de recherche puissent être mis en oeuvre avec succès et les synergies puissent être exploitées. Notre travail sera régi par notre besoin commun de simplifier les programmes-cadres, afin de laisser à nos chercheurs plus de ressources pour leurs activités essentielles.

Budapest est fière d'être l'hôte de l'Institut européen d'innovation et de technologie. En organisant une conférence de haut niveau pour tous les intervenants, nous tenons à contribuer à l'adoption du premier septennat de l'agenda stratégique d'innovation.

## 7. Emploi, Politique sociale, Santé et affaires relatives à la protection des consommateurs

L'ordre du jour du Conseil sous la présidence hongroise sera déterminé par la gouvernance de la stratégie Europe 2020. La Présidence adoptera les initiatives phares reliés au domaine social et les questions relatives à l'emploi de la Stratégie : une attention particulière sera accordée aux possibilités de création d'emplois, la pauvreté des enfants et l'intégration des Roms. La Présidence s'efforcera également à relever les défis en matière d'évolutions démographiques et de systèmes durables de soins de santé.

### Emploi

En vue d'atteindre l'objectif emploi de la Stratégie Europe 2020, la présidence tournante hongroise a l'intention de promouvoir les discussions sur la création de l'emploi et sur les recommandations relatives aux programmes de réforme nationaux. En vue des traités et en coopération étroite avec le Parlement européen, le Conseil contribuera activement au semestre européen. Le chômage étant élevé de façon alarmante chez les jeunes, la présidence hongroise accordera une attention particulière à la mise en oeuvre de deux initiatives phares « De nouvelles compétences pour de nouveaux emplois » et « Jeunesse en mouvement ». Nous voudrions orienter nos discussions sur l'amélioration des offres d'emplois pour les jeunes / les débutants dans le monde du travail disposant de différents niveaux de compétences et de connaissance, en vue d'offrir des emplois attrayants aux générations plus jeunes.

La présidence entamera des négociations dans le domaine de la sécurité au travail et la santé des travailleurs (exposition au rayonnement électromagnétique) ainsi que dans celui de la révision des 6 directives sur l'emploi (marins). La présidence hongroise vise à faire adopter les conclusions du Conseil lors du développement ultérieur d'un système d'échanges électronique dans le cadre de la directive sur le détachement de travailleurs.

## Politique sociale

En raison des évolutions démographiques dans le contexte de la mondialisation, des pratiques favorisant les familles sont en train de gagner une importance croissante dans les États membres. Par conséquent, les impacts sur les tendances démographiques de la réconciliation du travail et de la vie familiale seront mis en relief. La présidence proposera de dédier une Année Européenne aux familles.

Dans le contexte des défis démographiques, les questions relatives aux populations vieillissantes recevront également une attention spéciale en incluant des initiatives comme par exemple l'Année européenne pour le vieillissement actif et la Solidarité entre les générations (2012). L'objectif de la présidence hongroise en la matière est de soutenir les efforts permettant de relever les défis présentés par le vieillissement de sorte que les personnes âgées puissent profiter d'une qualité de vie appropriée en leur permettant de rester des membres utiles de notre société.

Une des priorités de la présidence hongroise est de faire évoluer le Pacte européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes sur la base de la nouvelle Stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2010-2015.

Le lancement de la Stratégie 2010-2020 en faveur des personnes handicapées constitue également une priorité pour la présidence hongroise.

Le Conseil poursuivra ses travaux portant sur la révision de la directive du Conseil concernant la mise en oeuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleuses enceintes, accouchées ou allaitantes au travail.

Conformément au programme du Trio présidentiel et à la Déclaration du trio présidentiel faite à Cordoue soulignant l'importance de l'intégration sociale et économique des Roms, la présidence hongroise accorde une haute importance à l'adoption d'un cadre au niveau de l'UE pour les stratégies nationales d'intégration des Roms. En amorçant cette question, nous allons nous baser sur les résultats des différents forums tels que la plateforme européenne intégrée pour l'inclusion des Roms et les réunions du Groupe de contact informel.

Il est hautement important que les groupes les plus vulnérables, dont les Roms, les personnes présentant des handicaps ou celles qui sont marginalisées sur le marché du travail bénéficient d'un soutien accru. Dans le contexte de

l'initiative phare de la Stratégie Europe 2020 intitulée Une plateforme européenne contre la pauvreté, la présidence hongroise a l'intention de participer à l'établissement des priorités pour les années à venir en matière de lutte contre la pauvreté.

En rapport avec la Plateforme européenne contre la pauvreté, la présidence hongroise vise à promouvoir des progrès dans le domaine de la lutte contre la pauvreté de l'enfance conformément à la déclaration du Trio présidentiel faite à Marche-en-Famenne (le 3 septembre 2010). La présidence organisera également la 10e Rencontre des personnes vivant dans la pauvreté.

## Systèmes de soins de santé durables

Dans le secteur de la santé les États membres sont tous confrontés à des défis similaires, mais présents à différents niveaux. Nous sommes tous conscients de la crise économique, du vieillissement démographique, des lacunes de plus en plus importantes dans le domaine de la santé, de la pénurie croissante de professionnels de la santé et de l'absolue nécessité de la modernisation et d'une meilleure utilisation de la technologie. En réponse à ces défis, la présidence hongroise focalisera sur les questions relatives à l'investissement dans les futurs systèmes de santé, aussi bien que sur les défis que provoquent les déséquilibres dans la disponibilité de la main d'œuvre. L'utilisation innovante et efficace des ressources rares est un élément clé de la mise en place des systèmes de santé modernes pour le futur. Par conséquent, des prises de décision basées sur l'évidence et des outils appropriés pour le suivi des résultats sont des domaines essentiels d'investissement. Il est vital de soutenir les gouvernements des États membres dans les efforts qu'ils déploient en vue de moderniser leur système de santé. La présidence hongroise a l'intention de continuer ses activités pour déployer le personnel de santé en bâtissant sur les résultats obtenus par les présidences précédentes. La présidence hongroise attirera l'attention au rôle primordial qu'a la Santé électronique (e-Health) dans la modernisation des services de santé. En effet, la Santé électronique est susceptible de jouer un rôle important dans les soins de santé transfrontaliers dans le cadre des efforts déployés en vue de remédier au manque du personnel médical et de fournir un soutien informatique à la politique de prise de décision fondées

sur des données factuelles dans le domaine de la santé. Toutes ces questions seront traitées à l'occasion d'une conférence ministérielle qui aura lieu au mois de mai dans le cadre de la Semaine consacrée à la Santé électronique.

La présidence mettra également l'accent sur la sécurité dans le domaine de la santé en organisant une conférence sur la question de l'immunisation pendant l'enfance. Le but en sera d'obtenir des résultats positifs concernant le projet de texte sur l'information consacrée aux patients en matière de produits médicaux. Au cours de la présidence hongroise, des débats seront tenus sur l'avenir du Programme européen de santé publique. Une attention particulière y sera également prêtée à la santé mentale et au mode de vie plus sain de la jeunesse, ainsi qu'à la prévention des blessures et à la promotion de la sécurité.

## 8. Environnement

### Nouvelles orientations pour la politique européenne sur le climat

En vue de combattre le changement climatique, il devient extrêmement important d'établir pour la période post-2012 un nouveau régime climatique mondial ambitieux. Suite au Protocole de Kyoto (COP16/CMP6) à la conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique tenue en décembre 2010 au Mexique, la présidence prêtera une attention toute particulière à encourager la mise en oeuvre au sein de l'UE des décisions de Cancún, tout comme de débattre des futures démarches nécessaires. Conformément à l'approche étape par étape de l'Union Européenne, la présidence amorcera les préparatifs de la prochaine conférence (COP17/CMP7) en 2011. L'objectif du sommet sur le climat qui serait tenu en Afrique du Sud en novembre/décembre 2011 sera d'élaborer un programme-cadre mondial, détaillé et juridiquement contraignant sur le changement climatique pour après la fin de la première période d'engagement du Protocole de Kyoto.

Parallèlement aux négociations internationales sur le climat, la présidence proposera des tâches issues de la mise en oeuvre du paquet énergie-climat de l'UE, ainsi que des débats sur possibilité de dépasser les 20% de réduction des gaz à effet de serre prévue à l'échelle de l'UE.

En fonction des propositions à soumettre par la Commission européenne, la présidence souhaite entamer des négociations sur la feuille de route de « décarbonisation » d'ici 2050 pour arriver à une économie pauvre en carbone. Cela contribuera également à la réalisation de l'initiative phare « Une Europe économe en ressources ».

### Gestion durable des eaux – événements extrêmes liés à l'eau

Ces dernières années ont été caractérisées partout en Europe par une série d'événements extrêmes liée à l'eau, comme par exemple des pluies torrentielles, des crues et des sécheresses locales inattendues. En effet, la plupart des

pays ne sont pas suffisamment préparés à gérer de tels événements. En raison de l'intensification du changement climatique, les impacts nocifs de sécheresse s'alternant avec l'augmentation très forte des précipitations sont susceptibles de s'intensifier. Par conséquent, notre objectif est de mettre au centre de la politique des eaux de la présidence l'initiative relative à la gestion intégrée et durable des événements extrêmes liés à l'eau et résultant du changement climatique comme, par exemple, les inondations, les crues d'infiltration, les irrégularités relatives à la répartition des précipitations. L'objectif premier de la présidence est de participer à l'élaboration du document exhaustif relatif à la politique des eaux de l'UE intitulé « Programme visant à sauvegarder les eaux européennes » devant être adopté en 2012. Afin de préparer le futur document relatif à la politique des eaux de l'UE, nous souhaitons mettre l'accent sur l'importance des aspects potentiellement nouveaux concernant la politique relative aux eaux de l'UE ; a) la gestion intégrée des événements extrêmes liés à l'eau et à l'hydrologie ; b) le rôle des services des écosystèmes assurés par l'eau, y compris les dimensions économiques et internationales de la question ; c) l'importance de la coopération internationale en la matière. La présidence tournante hongroise vise à adopter les conclusions du Conseil relatives aux questions citées ci-dessus.

### **Conserver la biodiversité**

Il est d'une importance primordiale de conserver et de mettre en valeur la biodiversité et les services d'écosystème de façon durable et éthique en vue de préserver la stabilité sociale et économique et d'atténuer les impacts néfastes du changement climatique tout en permettant de s'y adapter. Les efforts déployés par l'UE en vue d'arrêter la perte de la biodiversité, celle des habitats naturels et semi-naturels ont été couronnés jusqu'ici de succès modestes. Or, la perte de la biodiversité due à l'activité humaine se poursuit à un rythme sans précédent. Après la 10e Conférence des Parties à la Convention de l'ONU sur la Biodiversité tenue en octobre 2010 à Nagoya, la mission de la présidence hongroise consiste à promouvoir la mise en oeuvre par l'UE du protocole sur l'accès aux ressources génétiques et sur la répartition juste et équitable des bénéfices adoptés au sommet, tout comme à mettre au point le nouveau

Protocole supplémentaire sur les engagements et le redressement. La présidence vise à adopter la Stratégie post-2010 de biodiversité de l'UE. Notre objectif en la matière est d'intégrer la conservation de la biodiversité à notre politique afin de placer la biodiversité dans une perspective plus large et d'étudier la politique en relation avec les réformes générales des politiques spécifiques, notamment la Politique agricole commune, la Politique commune de la pêche et le débat relatif aux nouvelles perspectives financières.

### **Organismes génétiquement modifiés – prise en compte des intérêts locaux**

L'expérience a démontré jusqu'ici que les États membres traitent la question des organismes génétiquement modifiés (OGM) au niveau centrale, régionale et locale. Cette question est étroitement liée à l'utilisation des terres, aux caractéristiques des exploitations agricoles locales et à la sensibilité de la population locale vis-à-vis de la question. Par conséquent, la Commission européenne a émis en juillet 2010 une nouvelle proposition relative aux organismes génétiquement modifiés, en vue d'accorder plus de liberté aux États membres pour autoriser, restreindre ou interdire la culture des OGMs sur une partie ou la totalité de leur territoire. La présidence est engagée à faire avancer les négociations afin d'aboutir à un projet de règlement.

### **Efficacité de ressources – développement durable**

Au cours de la présidence hongroise, il est prévu que la Commission fasse une communication sur la feuille de route concernant l'efficacité des ressources qui traitera également des questions relatives à la gestion durable des substances, à la production et à la consommation durables et à la gestion des déchets. L'initiative phare sur l'efficacité des ressources de la Stratégie Europe 2020 a un impact considérable sur l'environnement et la compétitivité et est étroitement liée à la nouvelle proposition sur la politique industrielle européenne. La présidence hongroise poursuivra les travaux entamés par la présidence belge et vise à faire avancer les discussions parmi les États membres.



## Autres questions d'actualité

Le Sixième programme d'action communautaire pour l'Environnement expire fin 2012. Soutenir l'évaluation opportune de la mise en oeuvre du Sixième programme d'action communautaire pour l'environnement est une priorité clé pour la présidence hongroise.

La présidence hongroise a l'intention de promouvoir les discussions sur la proposition de la directive relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques et tâchera d'arriver à un compromis avec le Parlement européen. La présidence poursuivra les travaux amorcés en matière de directive concernant la mise sur le marché et l'utilisation des produits biocides et en matière de directive sur l'émission des engins mobiles non routiers. À condition que la Commission complète sa révision sur l'identification et la prévention des risques d'accidents majeurs, la présidence hongroise de l'UE sera susceptible d'amorcer les discussions sur la révision de la directive SEVESO II sur l'identification et la prévention des risques d'accidents majeurs. En outre, la révision de la procédure de consentement informé préalablement (CIP) et de celle sur la Stratégie communautaire sur le mercure pourrait être entamée.

Plusieurs tours majeurs de négociations internationales sur l'environnement auront lieu durant la période de la présidence hongroise. Les négociations relatives aux conventions sur les substances chimiques, la sécurité chimique, la pollution de l'air, le développement durable et d'autres sujets d'actualité, notamment l'alimentation et la sylviculture sont tous des thèmes revêtant une importance particulière.

## 9. Education, Jeunesse, Culture, Politique audiovisuelle et Sport

L'éducation et la formation sont des facteurs essentiels pour une employabilité, une compétitivité, une innovation et un développement culturel ultérieurs, tout comme ils sont des outils favorisant l'intégration sociale. En plus, en tant que composants des rendements mentionnés ci-dessus, l'éducation et la formation contribuent à l'amélioration de la performance économique globale - une approche qui est reflétée dans la Stratégie Europe 2020. La présidence hongroise attachera une attention particulière à l'évaluation des programmes de réforme nationaux dans la réalisation de cette Stratégie. Avec l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, le sport est devenu une des compétences complémentaires de l'Union européenne. La Présidence souhaite promouvoir l'adoption par le Conseil d'une résolution dans ce domaine.

### Les liens entre l'éducation et la formation et la création d'emplois.

En ce qui concerne l'éducation, la présidence hongroise contribuera à la réalisation des objectifs de la Stratégie Europe 2020, à savoir réduire le taux d'abandon scolaire à moins de 10% et obtenir qu'au moins 40% du groupe d'âge des 30 à 40 ans complètent leur troisième niveau d'éducation (ou équivalent) jusqu'à 2020. S'y ajoutera la création d'un cadre général européen ainsi qu'un échange des meilleures pratiques. La présidence souhaite promouvoir la mobilité des étudiants pour des motifs d'éducation ainsi que l'amélioration de la qualité des prestations concernant la mobilité. La présidence souhaite également se concentrer sur les liens entre l'employabilité, l'éducation et la formation.

Améliorer l'accès à l'éducation de la petite enfance ainsi que la qualité de cette éducation peut avoir un impact positif sur l'éducation qui suit et sur les chances d'employabilité. Afin de contribuer à réduire le nombre de jeunes qui

abandonnent leurs études et intégrer les enfants vulnérables, le Conseil EYCS va inaugurer une politique de coopération entre les Etats membres au niveau européen et il va mettre sur pied un cadre de coopération dans le domaine de l'éducation des enfants en âge précoce.

La présidence hongroise cherche à soutenir la coopération européenne dans la modernisation de l'enseignement supérieur en examinant les aspects de gestion de la diversification et de la qualité de l'enseignement supérieur, pour faire en sorte qu'ils contribuent à la mise en oeuvre du pilier de la croissance intelligente de la Stratégie Europe 2020 et atteindre les objectifs d'enseignement supérieur définis à cet égard. La présidence hongroise discutera des résultats du Plan d'action sur l'éducation des adultes et continuera le travail de la présidence belge sur l'apprentissage professionnel, avec un accent particulier sur le renforcement de la pertinence et de l'attrait de l'apprentissage professionnel, tout en prenant en considération les besoins du marché du travail.

### **La participation des jeunes et un dialogue structuré**

S'appuyant sur les résultats des présidences espagnole et belge, la présidence hongroise continuera le processus de dialogue structuré sur l'emploi des jeunes et évaluera les résultats du premier cycle de travail de 18 mois. La présidence prévoit de continuer à développer le sujet de la participation des jeunes et de la citoyenneté active. En relation avec les objectifs de l'Année européenne des activités de volontariat pour la promotion de la citoyenneté active (2011), la présidence hongroise réfléchira sur les contributions des activités de volontariat à la démocratie dans les communautés locales.

### **Protection du patrimoine culturel et la contribution de la culture à la compétitivité**

La présidence hongroise poursuivra le processus législatif concernant le Label du patrimoine européen, reconnaissant et récompensant le patrimoine culturel partagé et en même temps divers de l'Europe, et renforçant l'identité euro-

péenne commune. La présidence attachera également une attention particulière à la réalisation du Plan du travail 2011-2014 du Conseil en faveur de la culture et souhaite organiser un débat du futur programme Culture du Conseil l'Union européenne, après 2013.

Dans le contexte de la réalisation de la Stratégie Europe 2020, la présidence hongroise vise à identifier les domaines et les moyens par lesquels la culture peut contribuer à une croissance intelligente, durable et inclusive et à atteindre les objectifs de la Stratégie. A cet égard il est essentiel de reconnaître le rôle joué par les industries de culture et de création dans le renforcement de la compétitivité, le rôle joué par la culture dans la cohésion sociale, les liens entre la culture et l'éducation, ainsi que d'attirer l'attention aux synergies résultant de l'union entre innovation et culture. La présidence souhaite soutenir l'analyse des obstacles à la mobilité des artistes et d'autres professionnels du domaine de la culture, et mettre en place un système d'information pour la mobilité.

### **Les nouveaux défis dans la politique audiovisuelle concernant les médias**

Les initiatives de l'Union européenne dans le domaine des contenus créatifs en ligne offre une base solide pour des futures mesures visant à renforcer l'industrie européenne audiovisuelle et en ligne. L'objectif principal est de développer l'industrie de contenu audiovisuel et de favoriser son impact positif sur l'économie. La présidence s'occupera de la protection des intérêts des titulaires de droits, des canaux de distribution alternatifs pour les ouvrages audiovisuels (distribution numérique, cinéma numérique) et de la question des contenus culturels et créatifs numériques.

Étant donné que la protection des mineurs est un élément essentiel de la législation européenne sur les médias, la présidence hongroise attachera une attention spéciale à la continuité des travaux dans ce domaine. Notre objectif est de déterminer les étapes suivantes nécessaires concernant les changements dans les circonstances techniques et législatives, ainsi que les résultats des consultations.

## Politique de sport

Depuis le 1er décembre 2009, l'Union européenne a été investie de la compétence pour entreprendre des actions pour appuyer, compléter ou coordonner les actions des États membres dans le domaine du sport.

La présidence souhaite discuter de l'imminente Communication de la Commission européenne sur le sport et sur l'avenir de la politique de sport de l'Union européenne sur divers forums, tout en favorisant la réflexion commune sur les possibilités et les objectifs d'une coopération dans le domaine du sport. La diversité culturelle dans les programmes sportifs joue un rôle essentiel pour développer la confiance, l'ouverture d'esprit, et le respect envers les autres cultures. Ceci peut favoriser une meilleure coopération et un niveau plus élevé d'union et de cohésion sociale au sein de ces communautés. La diversité culturelle à travers le sport favorise un sens commun d'appartenance, ce qui crée des liens durables dans des communautés autrement différentes dans leurs cultures, facilitant ainsi la participation non seulement dans le jeu sportif même mais, de manière plus large, au sein de la communauté.

## 10. Relations extérieures

### La politique extérieure de l'Union

Selon le traité de Lisbonne, la présidence tournante n'a pas de rôle central à jouer dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité. Nous prévoyons que le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) deviendra opérationnel pendant la présidence hongroise. La présidence vise à offrir tout le soutien possible au Haut représentant et au SEAE dans l'accomplissement de leurs tâches définies dans le Traité.

Les relations avec les partenaires stratégiques devraient permettre à l'Union européenne de renforcer sa position dans le monde. La révision des partenariats stratégiques va continuer pendant la présidence hongroise. La Présidence souhaite contribuer à l'élaboration des stratégies sur mesure concernant des partenaires individuels, stratégies qui seront élaborées sous la direction du Haut représentant et en accord avec les orientations stratégiques du Conseil européen.

L'imminent Sommet du partenariat oriental s'intègre dans le contexte de la révision en cours de la politique européenne de voisinage. Le Sommet du partenariat oriental qui aura lieu au mois de mai 2011 sera l'un des programmes phares de la présidence hongroise. La présidence a l'intention de favoriser une compréhension mutuelle entre les Etats membres mais aussi entre l'Union européenne et nos voisins de l'Est afin d'assurer le succès du sommet. Tout en comprenant clairement le dispositif du traité de Lisbonne, la présidence hongroise jouera un rôle constructif en soutenant les activités des acteurs en charge de l'Union européenne, et elle est prête à assumer la responsabilité qui accompagne cette tâche. La présidence prévoit d'être le hôte d'un sommet qui va donner une impulsion complémentaire au partenariat oriental aussi bien au niveau conceptuel qu'au niveau de la réalisation des programmes spécifiques.

Pendant la présidence hongroise, la tâche la plus importante dans le domaine de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) sera la gestion efficace des missions et des opérations PSDC. De plus, il est important de faire des progrès dans la mise en pratique des nouvelles dispositions du traité

de Lisbonne concernant la PSDC ; continuer à renforcer les capacités de l'Union européenne à gérer les crises à caractère civil ou militaire et renforcer les synergies entre la prévention des conflits et la gestion des crises structurelles dans le cadre du Service européen pour l'action extérieure (SEAE). Il est prévu que dès le premier jour de la présidence, le SEAE reprendra la plupart des tâches de la présidence tournante ; cependant, la présidence hongroise peut être sollicitée à soutenir le Service européen pour l'action extérieure. Outre cela, la présidence organisera plusieurs événements en relation avec la PSDC.

### Politique commerciale

La présidence hongroise vise à avancer la mise en application de la nouvelle stratégie de politique commerciale de l'Union, considérée comme un élément clé de la Stratégie Europe 2020. Elle veillera à ce que la politique commerciale soutienne effectivement la compétitivité et qu'elle contribue à générer de la croissance et des emplois en Europe, tout particulièrement pour les petites et moyennes entreprises.

L'une des priorités est de conclure les négociations du Cycle de Doha de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'engagement de l'Union européenne à atteindre un résultat ambitieux, équilibré et compréhensif, sans remettre en question la structure fondamentale et les objectifs des négociations, reste inchangé. La présidence hongroise consacrera à ces pourparlers de grande importance toute l'attention nécessaire. Une attention particulière sera attachée à l'avancement et à la conclusion, si possible, des processus d'adhésion à l'OMC de la Russie, de la Serbie, du Monténégro, de la Bosnie-Herzégovine, du Kazakhstan et des pays les moins avancés.

Pendant la présidence hongroise l'Union européenne continuera à mener ses négociations bilatérales ou régionales avec un grand nombre de partenaires commerciaux. On s'attend à progresser de manière substantielle dans les négociations avec le Canada, l'Inde, Singapour et l'Ukraine et elles devront arriver elles devront aboutir à une conclusion fructueuses, ou en tous cas s'en rapprocher. La présidence hongroise visera à faire des progrès dans d'autres négociations en cours, portant toujours son regard sur les intérêts économiques vitaux à long terme de l'Union.

Une attention accrue doit être consacrée aux initiatives visant à renforcer la convergence réglementaire avec les partenaires économiques majeurs, y compris les Etats-Unis, la Chine et le Japon. Dans ces relations les différences entre les réglementations nationales sont souvent des sources d'obstacles plus importants pour le commerce et les investissements que les droits de douane.

S'appuyant sur les pratiques introduites par les présidences antérieures, la présidence hongroise s'efforcera d'entretenir une coopération efficace avec le Parlement européen dans la poursuite des objectifs commerciaux de l'Union. En ce qui concerne les initiatives de caractère législatif, l'attention du Conseil et du Parlement européen se concentrera probablement sur les règlements proposées sur les arrangements transitoires concernant les accords d'investissement bilatéraux entre les Etats membres et des pays tiers, la prolongation de la validité du système SPG, les préférences commerciales autonomes pour le Pakistan et l'indication du pays d'origine de certains produits. La présentation par la Commission européenne de la proposition visant à réviser le Système des préférences généralisées (SPG) de l'Union pour les pays en voie de développement offre, sans perdre de vue les considérations de politique de développement sous-jacentes, une occasion unique de refléter les changements importants intervenus dans l'économie mondiale et à l'intérieur de l'Europe, et d'améliorer l'efficacité du système.

## **La coopération au développement et l'aide humanitaire**

La présidence hongroise vise à offrir toute l'assistance nécessaire au Haut représentant et elle s'efforcera de présider d'une manière constructive les Groupes de travail du Conseil dédiés au développement et à l'aide humanitaire. Nous prendrons les rênes de la présidence de l'UE dans une période importante pour la coopération internationale au développement, des débats ayant commencé sur l'avenir de la politique de développement de l'UE et sur des nouvelles idées visant à relancer la croissance économique dans les pays en voie de développement. Nous devons rentrer dans les détails concernant l'avancement des engagements pris par les Etats membres pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement et pour élaborer de nouveaux objectifs pour la période jusqu'en 2015. Pendant la présidence hongroise, le débat continuera



sur le besoin de renforcer l'efficacité de l'aide offerte par l'UE et ses Etats membres aux pays en voie de développement. Comme résultat, une déclaration commune de l'UE doit être élaborée pour être présentée lors d'une conférence de haut niveau sur l'efficacité des aides (HLF4) prévue en Corée du Sud pendant le deuxième semestre 2011.

Une autre tâche importante consistera à préparer la quatrième Conférence internationale de haut niveau sur les pays les moins avancés (PMA IV) qui aura lieu à Istanbul, en mai 2011, représenter l'UE à cet événement et à transmettre le message commun de l'UE. Un des objectifs essentiels de la présidence hongroise sera de mettre l'accent - en accord avec nos priorités nationales - sur l'importance du rôle de l'eau dans la coopération internationale au développement. La Hongrie a adhéré à l'UE en 2004 et elle souhaite faciliter le débat sur le Compendium de transition européen, une initiative visant à faciliter l'échange des expériences, recueillies pendant la phase de transition, dans les domaines social, économique et politique.

Pendant notre présidence, la Hongrie accueillera plusieurs conférences internationales, comme l'Assemblée parlementaire conjointe ACP-UE ou la Conférence de dialogue structurelle sur le rôle de la société civile et des collectivités locales dans la coopération au développement.

En ce qui concerne l'aide humanitaire, les tâches les plus importantes comprennent la mise en application de l'examen à mi-parcours du plan d'action pour un Consensus européen sur l'aide humanitaire, les travaux préparatifs pour le Corps volontaire européen d'aide humanitaire (CVEAH) et la renégociation de la Convention relative à l'aide alimentaire (CAA).